

Autonomie stratégique européenne

Quelles pistes et quelles implications ?



CERCLE ORION

Dans une Europe marquée par la guerre en Ukraine et dans un environnement géopolitique en mutation qui met en lumière les lacunes d'une Europe dépendante, l'Union européenne est en train de mesurer l'urgence d'une autonomie stratégique européenne réelle. Il faut favoriser une autonomie stratégique dans toutes ses composantes sans occulter le lien transatlantique.

Par Serge BALMA

AXE PHARE "SOVERAINETE & PUISSANCE"

De la définition l'« Autonomie stratégique »

D'abord française, la notion d'autonomie stratégique devient européenne dans les conclusions du Conseil européen en 2013: « *L'Europe doit disposer d'une base industrielle et technologique de défense (BITDE) plus intégrée, plus durable, plus innovante et plus compétitive pour pouvoir assurer le développement et le soutien de ses capacités de défense, ce qui pourra aussi lui permettre d'accroître son autonomie stratégique et sa capacité à agir avec des partenaires.* »

L'autonomie stratégique est perçue sous l'angle de la défense européenne. C'est la solution incontournable si l'on veut que l'Europe puisse promouvoir la paix et la sécurité à l'intérieur et à l'extérieur de ses frontières.

Plus tard, l'Union européenne souligne la dimension commerciale de l'autonomie stratégique. Mais c'est avec le retour de la guerre sur le sol européen que les pays de l'Union européenne ont redécouvert à quel point il était problématique de dépendre de Moscou pour leur approvisionnement en énergie ou en matières premières agricoles. Sur le plan énergétique, seuls les batteries et l'hydrogène étaient déjà présentés comme des enjeux de souveraineté, mais la situation actuelle appelle une réévaluation de la manière dont nous assurons la sécurité de nos approvisionnements énergétiques notamment à travers la suppression progressive de la dépendance vis-à-vis du gaz, du pétrole et du charbon russes. Sur le plan agricole, le nouvel objectif de l'Union européenne est le même: renforcer la sécurité alimentaire en réduisant ses dépendances aux produits agricoles importés et aux intrants.

La crise sanitaire a mis en lumière d'autres dépendances de l'Union européenne sur le plan numérique et technologique. En effet, cette crise a amené les pays de l'Union européenne à repenser leurs modes de vie, augmentant ainsi leur dépendance au numérique. Par ailleurs, depuis le retour de la guerre sur le sol européen, la cybersécurité représente un objectif stratégique pour les acteurs de l'IT. Les cyberattaques se développent largement, entraînant une guerre cyber avec de nombreux enjeux politiques et économiques sous-jacents.

L'autonomie stratégique et le lien transatlantique

L'autonomie stratégique de l'Union européenne est une politique qui se définit également par rapport à une organisation qui la précède: l'OTAN.

Pendant longtemps, de nombreux analystes politiques ont voulu opposer la notion d'autonomie stratégique européenne avec les relations EU-OTAN et, en particulier, avec les États-Unis.

Si le sujet est assez sensible, les positions à cet égard sont moins éloignées les unes des autres que nous ne l'imaginons: le caractère vital de la relation transatlantique ne peut être mise en cause mais la nécessité pour l'Union européenne d'assumer une plus grande responsabilité pour sa défense doit être prise en compte par les pays membres.

Si plusieurs conceptions de la défense européenne coexistent, pour d'autres, dont la France, « *l'Union européenne doit pouvoir se considérer comme une entité commune adaptée, capable de prendre des décisions seule et d'investir beaucoup plus dans des secteurs clés de sa souveraineté, comme la défense. Cette décision n'est pas seulement compatible avec l'OTAN, mais elle est totalement cohérente.* » La question fondamentale est non pas le positionnement de l'Union européenne par rapport à l'OTAN mais sa capacité à élaborer une stratégie, en partenariat avec l'Alliance atlantique.

Le partenariat avec l'OTAN reste donc un préalable à toute autonomie stratégique de l'UE, qui « *coopérera étroitement avec l'OTAN, dans le plein respect des principes énoncés dans les traités et par le Conseil européen, notamment les principes d'inclusion, de réciprocité et d'autonomie décisionnelle de l'UE.* »

Quelles conséquences du retour de la guerre en Europe sur l'autonomie stratégique européenne ?

L'invasion russe en Ukraine a eu pour conséquence directe de souligner l'urgence d'une autonomie stratégique européenne réelle. En effet, le Conseil de l'Union Européenne a adopté des mesures d'assistance à l'Ukraine, entraînant une augmentation des dépenses militaires des États membres. L'Agence européenne de défense a pu ainsi identifier trois types de déficits d'investissement en matière de défense:

- Défis dans les dépenses ;
- Défis industriels ;
- Défis en matière de capacités.

Si des mesures sont définies pour combler ces lacunes au niveau européen, la France devrait

également se mettre en ordre de bataille au niveau national.

La loi de programmation militaire (LPM) 2024-2030 devrait répondre aux nouvelles menaces auxquelles nos armées sont confrontées en permettant *a minima* de :

- Maintenir la crédibilité de notre dissuasion ;
- Anticiper la haute intensité et renforcer notre capacité à soutenir un effort dans la durée ;
- Repenser et diversifier les partenariats stratégiques pour renforcer nos capacités d'influence.

La ligne directrice de la future politique européenne doit être « l'autonomie stratégique ». L'Europe ne peut plus se permettre une dépendance à l'égard des États-Unis ou de la Chine, en particulier dans les domaines des technologies de pointe (intelligence artificielle, objets connectés, technologie quantique, énergie, mobilité, aéronautique et espace, biotechnologies).

Des investissements privés et publics combinés significatifs sont nécessaires pour créer des acteurs mondiaux de l'industrie digitale. Les institutions de l'Union européenne et les États membres doivent s'aligner beaucoup plus fortement sur les acteurs privés pour soutenir les investissements publics-privés en vue du développement d'industries numériques concrètes. ■

Nos recommandations

Pour ancrer l'autonomie stratégique européenne

Renforcement de la capacité industrielle européenne dans le domaine de la défense

Avoir une cartographie détaillée des capacités existantes et des capacités supplémentaires nécessaires

Soutenir les technologies critiques et les capacités industrielles à travers des projets stratégiques